



IRTESS

Association

2 Rue du Professeur Marion

21000 DIJON

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

IRTESS

Association

2 Rue du Professeur Marion

21000 DIJON

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

À l'Assemblée Générale de l'Association IRTESS,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association IRTESS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.



Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

INFORMATIONS RESULTANT D'AUTRES OBLIGATIONS LEGALES ET REGLEMENTAIRES

En application de la loi, nous vous signalons par ailleurs qu'en raison de la réception tardive de certains documents, nous n'avons pas été en mesure d'émettre le présent rapport dans les délais légaux.



RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LA GOUVERNANCE DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;



- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Dijon, le 10 juin 2022

Le Commissaire aux Comptes

Exco Socodec

Christel SADOINE

Association IRTESS
Association Loi 1901
2 Rue Professeur Marion
21000 DIJON

Période du 01/01/2021
au 31/12/2021
Tenue de compte : EURO

BILAN ACTIF

Détail des postes	31/12/2021			31/12/2020
	Valeurs brutes	Amortis. et provisions	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Capital souscrit non-appelé (I)				
Capital souscrit non-appelé (I)				
Immobilisations incorporelles	498 077	495 062	3 015	2 857
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets, droits simil	498 077	495 062	3 015	2 857
Fonds commercial				
Autres immob. incorporelles				
Avances et acomptes sur immos				
Immobilisations corporelles	8 468 909	7 212 345	1 256 564	1 398 710
Terrains	72 647		72 647	72 647
Constructions	4 599 087	4 186 555	412 532	528 976
Installations techn., mat., outil	205 274	203 978	1 296	3 297
Autres immob. corporelles	3 579 577	2 821 812	757 765	793 790
Immobilisations en cours	12 324		12 324	
Avances & acomptes				
Immobilisations financières	394 045		394 045	381 227
Participations selon mise en équi.				
Autres participations				
Créances rattach. à des particip.				
Autres titres immobilisés	333 502		333 502	333 502
Prêts	51 095		51 095	38 420
Autres immob. financières	9 448		9 448	9 305
TOTAL II	9 361 031	7 707 407	1 653 624	1 782 795
Stocks et en-cours				
Matières premières & approvision				
En cours de production de biens				
En cours production de services				
Produits intermédiaires & finis				
Marchandises				
Avances & acomptes versés/com.	6 920		6 920	30 745
Avances & acomptes versés/com.	6 920		6 920	30 745
Créances	1 495 862	40 687	1 455 175	1 180 814
Clients et comptes rattachés	960 929	40 686	920 243	864 855
Autres créances	534 933		534 933	315 959
Capital souscrit appelé non versé				
Divers	4 782 266		4 782 266	4 405 512
Valeurs mobilières de placement	2 027 064		2 027 064	2 008 121
Disponibilités	2 755 202		2 755 202	2 397 391
Charges constatées d'avance	86 079		86 079	75 709
Charges constatées d'avance	86 079		86 079	75 709
TOTAL III	6 371 127	40 686	6 330 441	5 692 780
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes rembour. d'obligations (IV)				
Primes de rembour. d'obligations				
Ecart de conversion actif (V)				
Ecart de conversion actif (VI)				
TOTAL GENERAL (I à VI)	15 732 158	7 748 093	7 984 065	7 475 574

Association IRTESS Association Loi 1901 2 Rue Professeur Marlon 21000 DIJON		Période du au Tenue de compte : EURO	01/01/2021 31/12/2021
BILAN PASSIF			
Détail des postes	31/12/2021	31/12/2020	
	Valeurs nettes	Valeurs nettes	
Fonds Propres	103 425	103 425	
Fonds Associatifs sans droits reprise	103 425	103 425	
Primes d'émission, de fusion			
Primes d'émission, de fusion			
Ecart de réévaluation			
Ecart de réévaluation			
Réserves	1 416 142	1 416 142	
Réserve légale			
Rés. statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées			
Autres réserves	1 416 142	1 416 142	
Report à nouveau	2 756 074	2 660 754	
Report à nouveau	2 756 074	2 660 754	
Résultat de l'exercice	158 536	95 320	
Résultat de l'exercice	158 536	95 320	
Subventions d'investissement	1 082 904	957 634	
Subventions d'investissement	1 082 904	957 634	
Provisions réglementées			
Provisions réglementées			
TOTAL (I)	5 517 082	5 233 275	
Produits émissions titres particip.			
Produits émissions titres particip			
Fonds reportés et délégués	168 958	168 958	
Fonds reportés et délégués	168 958	168 958	
TOTAL (II)	168 958	168 958	
Provisions pour risques	144 174	186 408	
Provisions pour risques	144 174	186 408	
Provisions pour charges	563 405	552 548	
Provisions pour charges	563 405	552 548	
TOTAL (III)	707 579	738 956	
Emprunts obligataires convertibles			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts & dettes aup. étab. crédit			
Emprunts & dettes aup. étab. crédit			
Emprunts et dettes financ. divers			
Emprunts et dettes financ. divers			
Avanc. & acptes reçus/com en cours	59 356	25 101	
Av. & ac. reçus s/com. en cours	59 356	25 101	
Dettes fourniss. & cptes rattachés	397 705	245 591	
Dettes fourniss. & cptes rattachés	397 705	245 591	
Dettes fiscales et sociales	733 056	720 677	
Dettes fiscales et sociales	733 056	720 677	
Dettes sur immo. et cptes rattachés	55 171	15 379	
Dettes sur immo. & cptes rattachés	55 171	15 379	
Autres dettes	3 918	11 241	
Autres dettes	3 918	11 241	
Produits constatés d'avance	341 241	316 397	
Produits constatés d'avance	341 241	316 397	
TOTAL (IV)	1 590 447	1 334 385	
Ecarts de conversion passif (V)			
Ecarts de conversion passif			
TOTAL GENERAL (I à V)	7 984 065	7 475 574	

Association IRTISS Association Loi 1901 2 Rue Professeur Marlon 21000 DIJON	Période du au Tenue de compte : EURO	01/01/21 31/12/21	
RESULTAT			
Détail des postes	31/12/2021	31/12/2020	
CHARGES D'EXPLOITATION			
Coût d'achat des marchandises			
Achats de marchandises			
Variations de stocks de march.			
Consommation exercice /tiers	1 641 662		1 464 845
Achats matières premières			
Achats autres approvisionnements			
Variation de stocks Mat./approv.			
Autres achats et charges externes	1 641 662		1 464 845
Impôts, taxes et vers. assimilés	164 609		154 183
Impôts, taxes et vers/ assimilés	164 609		154 183
Charges du personnel	4 585 144		4 381 999
Salaires et traitements	3 224 813		3 057 817
Charges sociales	1 360 331		1 324 181
Dotations aux amortis. & provisions	403 319		471 053
Amort. sur immobilisations	309 747		301 047
Provis. sur immobilisations			
Provis. sur actif circulant	12 084		28 352
Amort. pour risque et charges	81 488		141 655
Reports en fonds dédiés			257 920
Reports en fonds dédiés			257 920
Autres charges	5 182		4 282
Autres charges	5 182		4 282
TOTAL I	6 799 915		6 734 281
QUOTES-PARTS RESULTATS /OP COM (II)			
Quotes-parts résultats/op comm.			
CHARGES FINANCIERES (III)			162
Dot. aux amort. & aux provsions			
Intérêts et charges assimilées			162
Différences négatives de change			
Charges nettes/cess. mob. de plac.			
CHARGES EXCEPTIONNELLES (IV)	6 784		112 059
Sur opérations de gestion	6 784		23 097
Sur opérations en capital			
Dotations aux amort. & provis.			88 962
PARTICIP. SALAIRES EXPANSION (V)			
Partic. salariés Expansion			
IMPOTS SUR LES BENEFICES (VI)	2 706		
Impôts sur les bénéfices	2 706		
TOTAL GENERAL (CHARGES)	6 809 406		6 846 502
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Cotisations	420		460
Cotisations	420		460
Montant net Chiffre d'affaires	2 722 848		2 446 178
Ventes de biens			
Vente de prestations de services	2 722 848		2 446 178
Concours publics et subventions	3 965 587		3 912 448
Concours Public	8 583		2 242
Subventions d'exploitation	3 957 004		3 910 207
Vers des fondateurs ou consom. dot			
Ress.liées à la générosité du publi			
Contributions financières			
RESULTAT			
Détail des postes	31/12/2021	31/12/2020	
Repr.sur prov, déprec.et transf chg	126 538		350 879
Reprise /prov. & transferts charge	126 538		350 879
Utilisation des fonds dédiés			88 962
Utilisation des fonds dédiés			88 962
Autres produits	5 933		294
Autres produits	5 933		294
Total I	6 821 325		6 799 221
QUOTES-PARTS RESULTATS /OP COM (II)			
Quotes parts résultat/op. comm.			
PRODUITS FINANCIERS (III)	19 874		12 811
De participations			3 266
D'autres valeurs mobil. & créances			
Autres Intérêts et produits assim.	19 874		9 545
Reprise/provis. & transf. charges			
Différ. postives de change			
Prod. nets/cess. val. mobil. plac.			
PRODUITS EXCEPTIONNELS (IV)	126 742		129 790
Sur opérations de gestion	1 048		14 370
Sur opér. de capital, cess. actifs	1 621		
Sur opér. de capital, subv. d'Inv.	124 074		115 420
Autres opér. de capital			
Reprises/prov. & transf de charges			
TOTAL GENERAL (PRODUITS)	6 967 942		6 941 822
RESULTAT (EXCEDENT)	158 536,00		95 320,00

**ANNEXE RELATIVE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT
DE L'EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER 2021 AU 31 DECEMBRE 2021**

I- OBJET SOCIAL ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

L'IRTESS assure des missions de formations pluri-professionnelles des intervenants sociaux et de santé et développe des formations permanentes et supérieures diversifiées sur la Région de Bourgogne Franche-Comté en se référant aux valeurs portées par l'Economie Sociale et Solidaire et dans une démarche de développement durable.

L'association favorise l'accès à la qualification aux métiers du social et de la santé par le développement d'une prestation d'accompagnement à la validation des acquis de l'expérience et des actions d'orientation et contribue à l'animation des milieux professionnels de l'intervention sociale par l'organisation de colloques et journées d'études, le développement d'études et recherches.

Les actions de formation initiales et continues, individuelles ou collectives portées par l'IRTESS doivent contribuer à la promotion des personnes.

L'exercice 2021 a été moins marqué par la crise sanitaire COVID-19 que l'exercice précédent. Le Chiffre d'affaires a pu repartir à la hausse soit plus 11% par rapport à 2020 dont 4% concernant la formation permanente et 4% également sur les formations diplômantes en apprentissage.

Les mouvements de personnel (13 départs et 16 entrées) sont liés aux remplacements des personnes partis à la retraite, personnel démissionnaire et le personnel remplacé pour motif congés maladie et maternité.

On constate une augmentation du poste « charges de personnel » sur les comptes Rémunération du personnel Vacataires et permanent en rapport avec l'augmentation du Chiffre d'affaire et les sortis de personnel permanent ayant une incidence sur la rémunération des congés payés au départ du salarié.

L'IRTESS a finalisé la mise en place de l'outil RH Eurecia pour le suivi des compétences, les embauches du personnel, le suivi analytique des coûts et le transfert des absences congés sur le logiciel paie fiabilisant les compteurs et valorisation des congés.

Le service comptabilité poursuit son travail sur la dématérialisation des documents comptables fournisseurs sur l'exercice 2021 avec e-Fakto permettant le contrôle, la validation des pièces comptables d'achat et leurs comptabilisations automatisées en partie sur Sage.

L'IRTESS a continué sur l'exercice 2021 son investissement en équipements informatiques dans les salles de cours et l'achat de portables et ordinateurs mais n'a pu finaliser ses travaux d'accessibilité et de mise en sécurité des bâtiments sur l'exercice.

Le solde des fonds dédiés sera donc traité en subvention d'investissement sur l'exercice 2022.

Les travaux réalisés sur ces fonds participent à l'amélioration des conditions d'accessibilité, de la performance énergétique ainsi qu'une amélioration des équipements numériques et mobiliers au sein de l'établissement.

Le travail de refonte du site internet a débuté sur l'exercice pour un développement en site marchand.

L'établissement a obtenu l'agrément Qualiopi sur le début de l'année 2021 et travaille sur l'audit de surveillance qui se tiendra en juin 2022.

La cartographie RGPD a été finalisée sur l'exercice.

L'IRTESS n'a pas connu d'événements postérieurs à la clôture venant confirmer des situations existant à la date de clôture et qui pourraient avoir des impacts sur la valeur des actifs et passifs au 31 décembre 2021.

II- PRINCIPES REGLES ET METHODES COMPTABLES UTILISES**Principes et conventions générales**

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect du principe de prudence et d'indépendance des exercices et en présumant la continuité de l'exploitation.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce et du nouveau règlement ANC 2018-06.

Le plan comptable des associations ne traite que des spécificités comptables des associations, le plan comptable général doit continuer de s'appliquer pour les éléments non traités dans ce document.

Nous rappelons que les modifications opérées en 2020 portaient sur la présentation des fonds dédiés au compte d'exploitation, la notion de concours publics imputée au compte 73, une nouvelle présentation des produits de tiers financeurs par sous-catégories et des cotisations placées dans la partie haute des produits d'exploitation.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

En application de l'avis CRC 2002-10, norme IFRS des amortissements et dépréciations, l'association a procédé à une analyse de ses immobilisations et a adopté pour des travaux de rénovation de bureaux et ravalement de façade du bâtiment une ventilation par composants.

Concernant l'amortissement de ses immobilisations, l'association applique en conformité de l'avis CRC 2002-10 les durées suivantes :

Logiciel	de 1 à 3 ans
Constructions et agencements	de 10 à 20 ans
Matériels	5 ans
Installations, agencements divers	de 5 à 10 ans
Matériel de transport	5 ans
Matériel de Bureau	de 3 à 5 ans
Matériel Informatique	3 ans
Mobilier de Bureau	de 5 à 10 ans

Provision Retraite

La provision pour Retraite est calculée et comptabilisée selon un engagement global de retraite pour l'ensemble des salariés avec les hypothèses suivantes :

- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Taux de croissance des salaires : 2.50%
- Taux de rendement : 0.98%
- Taux de charges sociales : 46%
- Taux de turnover pour un âge compris entre 20 et 35 ans : 60%
- Taux de turnover pour un âge compris entre 35 et 50 ans : 90%
- Taux de turnover pour un âge compris entre 50 et 70 ans : 100%

Les taux de rendement et de charges sociales ont été actualisés sur l'exercice.

III- COMPLEMENT D'INFORMATION RELATIF AU BILAN

■ Etat des immobilisations

Au cours de l'exercice 2021, du fait de la continuité de l'épidémie de covid-19, l'association a favorisé le télétravail et à continuer d'investir en poste de travail pour le personnel ce qui a représenté un coût de 40 656 € pour l'achat de 58 postes dont 38 ordinateurs portables. Une durée de 3ans a été appliquée sur la durée de l'amortissement du matériel. L'institut a équipé les salles de cours de vidéoprojecteur et de solution hybride pour l'enseignement à distance. Les travaux d'accessibilité et d'équipements prévus n'ont pas pu être finalisés en totalité sur l'exercice.

MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS

	Début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	487 417	10 660		498 077
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	8 311 810	144 775		8 456 585
IMMOBILISATIONS EN COURS		12 324		12 324
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	381 227	12 818		394 045
TOTAL GENERAL	9 180 454	180 577	0	9 361 031

■ Etat des amortissements

MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS

	Début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	484 560	10 502		495 062
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	6 913 099	299 245		7 212 344
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	0	0	0	0
TOTAL GENERAL	7 397 659	309 747	0	7 707 406

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions pour litiges (1)	131 409			131 409
Provisions pour risques (2)	54 999	12 765	54 999	12 765
Provisions pour pensions et obligations similaires (3)	552 548	68 723	57 866	563 405
TOTAL GENERAL	738 956	81 488	112 865	707 579

(1) Provision pour Litiges

Le montant de la provision pour litige prudhommal évalué au 31/12/19 à 131 409€, faisant suite au licenciement d'un salarié reste en compte au 31/12/21 pour le même montant. Le salarié a fait une déclaration d'appel le 29/01/21.

(2) Provision pour Risques

Une provision pour risque de 14 400.00€ avait été constituée à la clôture de l'exercice 2020 face à la décision du changement d'opérateur informatique de manière immédiate et la migration de l'ensemble des prestations vers le nouveau prestataire. Un protocole d'accord transactionnel a été rédigé et signé incluant des indemnités de résiliation qui ont donc fait l'objet d'une provision. Toutes les opérations ont été soldées au cours de l'exercice 2021. Le montant de la provision a donc été repris au 31/12/21.

Une provision pour charge d'un montant de 40 599€ avait été constituée au 31/12/20 à la suite d'un licenciement pour inaptitude d'origine non professionnelle procédé le 05/02/21 envers une salariée en situation de longue maladie et qui n'a pas pu faire l'objet d'un reclassement.

Le montant a été repris à la clôture de l'exercice 2021.

Une provision pour risque a été constituée concernant l'indemnité de chômage partiel à recevoir sur le 1^{er} trimestre 2021 pour un montant de 3 765€.

Suite à un désaccord entre l'IRTESS et l'Université de Bourgogne concernant les coûts d'inscriptions universitaires, il a été décidé de passer en provision pour risques les coûts d'honoraires des avocats sollicités pour un montant total de 9 000€.

(3) Provision pour Retraite

La provision pour Retraite est évaluée sur l'ensemble du personnel jusqu'à leur date présumée de départ en retraite étant précisé que ce montant inclus les charges et taxes assises sur la provision.

Le montant de la provision au 31/12/21 s'élève à 563 405 euros.

La dotation comptabilisée sur l'exercice est de 68 723 €, montant incluant sur 2021 une actualisation des taux de rendement et de charges sociales. Le taux de turnover de l'établissement avait été actualisé en 2018 selon les démissions enregistrées sur les dix derniers exercices. Pour information, une reprise de provision a été passée pour 57 866 € correspondant au personnel sorti en 2021.

PROVISIONS POUR DEPRECIATIONS

	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions pour dépréciation des débiteurs divers	0		0	0
Provisions pour dépréciation des clients	42 276	12 084	13 673	40 687
TOTAL GENERAL	42 276	12 084	13 673	40 687

Il est constaté d'une part, une provision pour dépréciation dès lors que le solde de la créance client reste en compte depuis 12 mois soit depuis le 31/12/20.

D'autre part, une provision est constituée dès lors que le recouvrement d'une créance apparaît incertain et qu'il y a un risque de perte partielle ou totale.

Les dotations et reprises provisions restent stables pour l'exercice 2021 et nous n'avons pas constaté de créances irrécouvrables.

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES**CREANCES**

	<u>Montant Brut</u>	<u>Échéance<1an</u>	<u>Échéance>1an</u>
CREANCES DE L' ACTIF IMMOBILISE			
Autres immobilisations financières	394 045		394 045
AVANCES ET ACOMPTES VERSES			
Fournisseurs acomptes sur commande	6 920	6 920	
CREANCES DE L' ACTIF CIRCULANT			
Créances clients	960 929	960 929	
Fournisseurs, avoirs à recevoir	414	414	
Personnel avance et acomptes	0	0	
Organismes sociaux et produits à recevoir	11 395	11 395	
Etat et autres collectivités publiques- Divers	502 071	502 071	
Débiteurs divers	21 053	21 053	
TOTAL GENERAL	1 896 827	1 502 782	394 045

DETTES

	<u>Montant Brut</u>	<u>Échéance 1an</u>	<u>Échéance>1an</u>	<u>Échéance>5ans</u>
DETTES FINANCIERES	0	0	0	
Emprunts et dettes Etabl. De Crédit CC(1)	0	0	0	
Emprunts et dettes Etabl. De Crédit BPB	0	0	0	
Intérêts courus sur emprunts	0	0	0	
AUTRES DETTES	1 249 206	1 249 206		0
Avances et acomptes sur cde en cours	59 356	59 356		
Dettes fournisseurs	397 705	397 705		
Personnel	328 558	328 558		
Organismes sociaux	375 639	375 639		
Impôts et Taxes	28 859	28 859		
Dettes sur Immobilisations	55 171	55 171		
Autres Dettes	3 918	3 918		
TOTAL GENERAL	1 249 206	1 249 206		0

VARIATION DES FONDS ASSOCIATIFS

	Début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
<u>Fonds associatifs sans droit de reprise</u>				
Patrimoine intégré				
Fonds statutaires	18 416			18 416
Subventions d'investissement non renouvelables	48 523			48 523
Apports sans droit de reprise				
Legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisés	36 486			36 486
Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Ecarts de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées	53 036			53 036
Autres réserves	1 363 106			1 363 106
Report à nouveau (1)	2 660 754	95 320		2 756 074
Résultat de l'exercice	95 320	158 536	95 320	158 536
<u>Fonds associatifs avec droit de reprise</u>				
Apports				
Legs et donations				
Subventions d'investissement sur biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Ecarts de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	957 634	249 344	124 074	1 082 904
Provisions réglementées				
Droit des propriétaires (Commodat)				
TOTAL GENERAL	5 233 275	503 200	219 394	5 517 081

VARIATION DES FONDS DEDIES

	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Fonds dédiés travaux accessibilité-matériels (reprise pour investissement accessibilité et matériels reportée sur 2022)	168 958			168 958
TOTAL GENERAL	168 958	0	0	168 958

PRODUITS A RECEVOIR RATTACHES AUX POSTES DE CREANCES**CREANCES**

CLIENTS, Factures à établir	104 843
FOURNISSEURS, Avoirs à recevoir	414
ETAT, Subventions d'investissement à recevoir	422 311
ETAT, Subvention à recevoir	75 995
AUTRES Produits à recevoir	3 765
TOTAL	607 328

DETAIL DES CHARGES A PAYER RATTACHEES AUX POSTES DE DETTESEMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

Néant

DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHESDETAIL DES FACTURES NON PARVENUES

Fournitures non stockables (eau, électricité,gaz, carburant...)	16 765
Locations	65
Entretien maintenance	5 949
Prestations honoraires, commissions	61 508
Prestations honoraires intervenants formations 2021	44 736
Prestations honoraires formations exercices précédents	32 984
Frais postaux et Téléphone	427

TOTAL **162 434**

DETTES FISCALES ET SOCIALES

Congés à payer	251 411
Personnel autres charges à payer	44 241
Organismes sociaux charges sociales à payer s/ congés et sal	117 768
Etat charges fiscales s/congés et charges de personnel à payer	13 369
Etat charges à payer	4 231

TOTAL **431 020**

DETAIL DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Achat consommables cartes	778,00
Locations immob	12 068
Locations matériels	33 386
Maintenance Agencements	3 461
Maintenance Logiciels ,Matériels	13 592
Abonnements Documentations- colloques-salons	11 391
Déplacements	1 345
Cotisations adhésions	1 444
Médecine du travail	8 614
TOTAL	86 079

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Formation permanente	2 720
Formation Continue EJE	963
Frais de scolarité FI 2021-22	185 372
Frais de scolarité FC 2020-21	14 892
CROUS Loyers et charges	34 913
Subvention AES	102 381
TOTAL	341 241

ETAT DES SUBVENTIONS ET CONCOURS PUBLICS**1- SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT**

- Subventions d'investissement Isolation, Bardage, Façade Menuiseries pour la réfection du bâtiment

	<i>SUBVENTION</i>	<i>AMORTISSEMENTS</i>
Subvention d'investissement accordée par la REGION (travaux réalisés en 2016)	99 700	29 073

- Subventions d'investissement Mise aux normes accessibilité Ascenseur Résidence en 2015

	<i>SUBVENTION</i>	<i>AMORTISSEMENTS</i>
Affectation du montant de reprise des fonds dédiés	181 517	76 611
En subvention d'investissement (travaux réalisés en 2015)		

- Subvention d'investissement accordée par la REGION en 2011 pour la réfection du Bâtiment B

	<i>SUBVENTION</i>	<i>AMORTISSEMENTS</i>
- Subvention d'investissement réfection et ravalement	75 340	39 950

- Subventions accordées par la DRASS et la REGION en 2004 pour la construction du centre de documentation multimédia.

Ces subventions ont été comptabilisées au cours des exercices précédents et figurent dans les comptes suivants :

	<i>SUBVENTION</i>	<i>AMORTISSEMENTS</i>
- Subvention d'investissement CERDIM Phase 1	739 810	649 081
- Subvention d'investissement CERDIM Phase 2	468 583	398 563
TOTAL	1 208 393	1 047 644

- Subvention d'investissement matériel apprentissage

	<i>SUBVENTION</i>	<i>AMORTISSEMENTS</i>
- Subvention d'investissement de 2009 à 2013	68 942	67 803

- Subvention d'investissement REGION travaux accessibilité, sécurisation des bâtiments

	<i>SUBVENTION</i>	<i>AMORTISSEMENTS</i>
- Subvention d'investissement travaux réalisés en 2020	209 677	28 450
- Subvention d'investissement accessibilité sécurité (non finalisé)	234 739	
TOTAL	444 416	28 450

■ Subvention d'investissement Matériel informatique et Mobilier

	<i>SUBVENTION</i>	<i>AMORTISSEMENTS</i>
- Subvention d'investissement sur fonds dédiés 2021	88 962	44 179

■ Subvention d'investissement REGION mobiliers, équipements, accessibilité

	<i>SUBVENTION</i>	<i>AMORTISSEMENTS</i>
- Subvention d'investissement à venir : travaux 2022 Courrier REGION du 24/09/21	249 345	0

2- CONCOURS PUBLIC

■ Versement apprentissage 2021	8 583
--------------------------------	-------

3- SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT

■ Conseil Régional de Bourgogne –subvention 2021 Convention 2021-1302AAO008T02	3 790 000
---	-----------

■ Conseil Régional de Bourgogne –subvention 2021 Formation AES Action PRIC : prise en charge des demandeurs d'emploi cursus complet Promotions 2020 et 2021	73 602
---	--------

■ Conseil Régional de Bourgogne –subvention 2021 Formation AES Action PRIC : prise en charge des demandeurs d'emploi cursus réduit Promotions 2020 et 2021	16 836
--	--------

■ DRFIP de Bourgogne Franche-Comté Subvention PREFAS Bourgogne Franche-Comté-Etude Recherche 2021 Poursuite des travaux engagés dans la construction des pôles ressources régionaux	30 000
---	--------

■ DDFIP du Doubs Etude Egalité filles garçons	17 300
--	--------

■ DRFIP du Doubs Action prévention pauvreté	12 400
--	--------

■ DEPT Saône et Loire Etude sur la perte d'Autonomie des personnes âgées et handicapées(solde)	600
---	-----

■ DRDJSCS Formations aux valeurs de la République et Laïcité	10 000
---	--------

Les Subventions de fonctionnement sont attribuées pour permettre l'activité normale de l'IRTESS au cours de l'année civile ou pour des opérations ponctuelles réalisées dans le courant de l'année.

ENGAGEMENTS FINANCIERSDettes garanties par des sûretés réelles

Néant

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRESDétail des produits et charges exceptionnelsPRODUITS EXCEPTIONNELS

Autres Produits exceptionnels de gestion sur exercice ant	1 047
Produit sur cession d'éléments d'actif	1 621
Amortissements subventions d'investissement	124 074

	126 742

CHARGES EXCEPTIONNELLES

Créances irrécouvrables	6 784

	6 784

Honoraires Commissaires aux comptes

Le montant des honoraires des Commissaires aux Comptes a été estimé à 15 500 euros HT.

Compte personnel d'activité

Au titre du DIF, Droit individuel à la Formation, l'ensemble des salariés présents au 31 décembre 2014 disposait d'un crédit de 7 389 heures. Une lettre d'information a été établie à chaque salarié, lui indiquant le nombre d'heures disponibles au 31 décembre 2014 et les nouvelles modalités adoptées par les pouvoirs publics à compter du 01 janvier 2015, pour l'utilisation de ces droits dans le cadre d'un compte personnel de formation (CPF) puis dans le cadre d'un compte personnel d'activité (CPA) au cours de l'année 2021.

Ventilation du chiffre d'affaires et des subventions de fonctionnement

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Formations subventionnées (FQI)	4 193 792	4 149 127
Formations Qualifiantes Continues (FQC)	1 390 291	1 306 878
Formations Qualifiantes Supérieures (FQS)	294 200	223 717
Formation Permanente /Etudes Recherches	589 665	458 973
Résidence	209 256	208 080
Autres	11 231	11 852
TOTAL GENERAL	6 688 435	6 358 627

Effectifs du personnel au 31 décembre 2021

	Nombre de personnes physiques	Nombre d'Equivalents Temps Plein
Contrats à Durée indéterminée	79	73.38
Contrats à Durée Déterminée	3	0.88
Contrats Aidés	1	0.33
Apprentis	0	0
Totaux	83	74.59

Valorisation des contributions des bénévoles

Participations aux Bureaux :	60 heures
Participations aux Conseils d'Administration	90 heures
Participations à l'Assemblée Générale	60 heures
Participation Economie Solidaire	6 heures

Il a été décidé de ne pas comptabiliser ces heures au compte de résultat du fait de l'impact des coûts peu significatif.

Rémunérations les plus élevées

Montant brut des 3 rémunérations les plus élevées	173 986 euros
---	---------------

ANNEXE BILAN PEDAGOGIQUE ET RESSOURCES 2021

TABLEAU I
RESSOURCES DE L'ORGANISME

ORIGINE DES FONDS	MONTANT (N)		MONTANT (N-1)		
	EN euros	EN %	EN euros	EN %	
1 - RESSOURCES PROVENANT DES ENTREPRISES ET ADMINISTRATIONS POUR LEURS SALAIRES ET DES PARTICULIERS					
ENTREPRISES	834 834	36,68%	946 828	45,15%	
ETAT		0,00%		0,00%	
COLLECTIVITES LOCALES		0,00%		0,00%	
ETABLISSEMENTS PUBLICS	251 038	11,03%	140 163	6,68%	
		0,00%		0,00%	
VIA FONGECIF.	91 919	4,04%	41 205	1,96%	
OMA		0,00%		0,00%	
ORG GEST DES FONDS	160 905	7,07%	113 555	5,41%	
PARTICULIERS	60 525	2,66%	59 468	2,84%	
SOUS-TOTAL I	1 399 221	61,48%	1 301 219	62,04%	
2 - RESSOURCES PROVENANT DES POUVOIRS PUBLICS					
INSTANCES EUROPEENNES		0,00%		0,00%	
ETAT	9 149	0,40%	2 840	0,14%	
REGIONS	2 720	0,12%	8 110	0,39%	
AUTRES COLLECTIVITES					
TERRITORIALES	56 410	2,48%	100 020	4,77%	
SOUS-TOTAL II	68 279	3,00%	110 970	5,29%	
3 - AUTRES					
AUTRES ORGANISMES DE		0,00%		0,00%	
FORMATION	607 950	26,71%	343 126	16,36%	
AUTRES RESSOURCES	200 460	8,81%	341 926	16,30%	
SOUS-TOTAL III	808 410	35,52%	685 052	32,66%	
TOTAL DES RESSOURCES	2 275 910	100,00%	2 097 241	100%	

TABLEAU II
DECOMPOSITION DES ACTIONS DE FORMATION PAR FINALITE

FINALITE DES ACTIONS	VOLUMES FINANCIERS			
	N		N - 1	
	en euros	%	en euros	%
Diplômantes *(1)	1 373 760	68,35%	1 142 571	66,04%
Perfectionnement professionnel et qualifiant*(2)	636 181		587 542	
Insertion sociale		31,65%		33,96%
Total	2 009 941	0,00%	1 730 113	0,00%

(1) diplômes nationaux, titres homologués

(2) certificats de branches, certificats d'entreprises, attestations

TABLEAU III
CONVENTIONS DE RESSOURCES PUBLIQUES AFFECTÉES

Convention	Montant initial	Suivi exécution		
		Solde au début	Utilisation en	Solde en fin
		de l'exercice	cours d'exercice	d'exercice
ISOLEMENT PERS RETRAITEES IMPA	14 740	656	600	0
STRATEGIE NATIONALE DE PREVENTION ET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE DRFIP	12 400		12 400	0
SUBV PREFAS DRFIP	30 000		30 000	0
EGAILTE Filles Garçons DDFIP	17 300		17 300	0
RESEAU OBSERV SANIT ET SOC				
INVISIBILITE DES FILLES ET FEMMES DEPT71	35 204	11 543	10 943	0
TRAJECTOIRES PROF DRJSCS Formation aux valeurs de la République	10 000		10 000	
CONSEIL REGIONAL DISPOSITIF DEMANDEURS D'EMPLOI POUR FORMATION AES 21-22	126 659		24 278	102 381
CONSEIL REGIONAL DISPOSITIF DEMANDEURS D'EMPLOI POUR FORMATION AES 20-21	82 280	66 716	66 160	0
Total	328 583	78 915	171 681	102 381